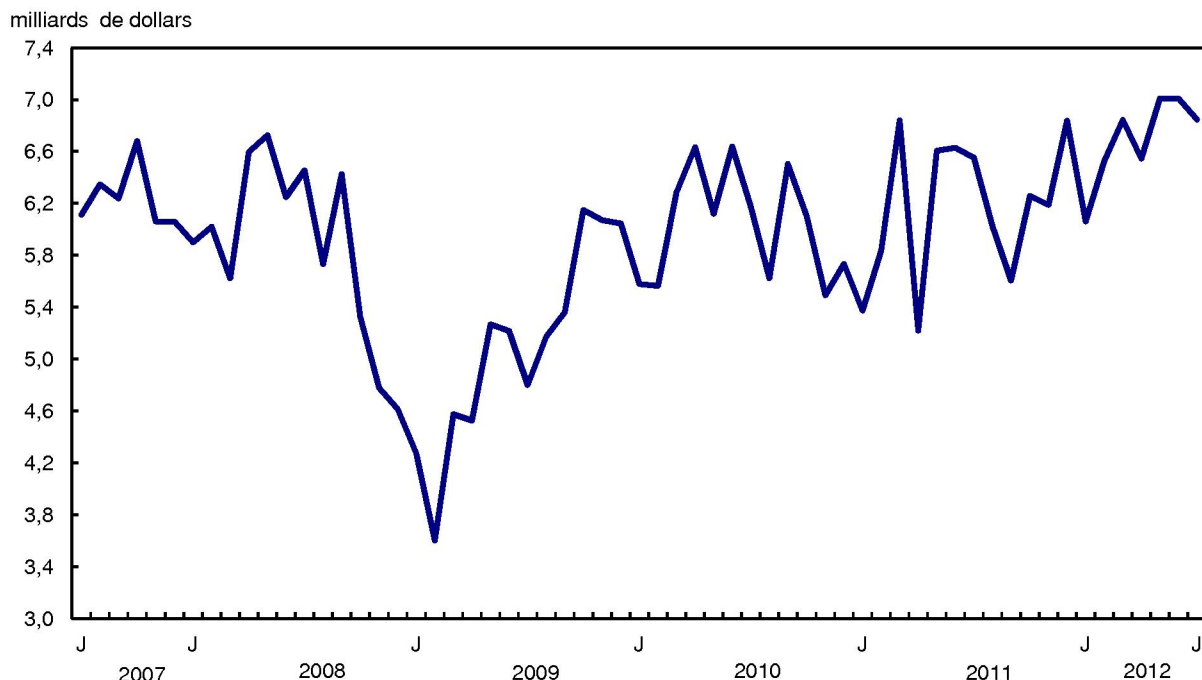


Permis de bâtir, juillet 2012

Diffusé à 8:30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le vendredi 7 septembre 2012

Les municipalités ont délivré pour un peu plus de 6,8 milliards de dollars de permis de bâtir en juillet, en baisse de 2,3 % par rapport à juin. Ce résultat survient à la suite d'un mois de stabilité relative entre mai et juin. Le principal déterminant de ce recul est la baisse des intentions de construction de bâtiments résidentiels et non résidentiels, particulièrement en Ontario.

Graphique 1 Valeur totale des permis



Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a diminué de 2,4 % pour s'établir à 4,3 milliards de dollars, après deux hausses mensuelles consécutives. La baisse s'explique en grande partie par l'affaiblissement des intentions de construction dans quatre provinces, l'Ontario en tête et la Saskatchewan loin au deuxième rang.

Dans le secteur non résidentiel, la valeur des permis a fléchi de 2,1 % pour se fixer à 2,5 milliards de dollars, après avoir reculé de 9,0 % en juin. La valeur des permis de construction non résidentielle a diminué dans six provinces, l'Ontario et la Saskatchewan étant à l'origine de la majeure partie de cette baisse.

Secteur résidentiel : baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux

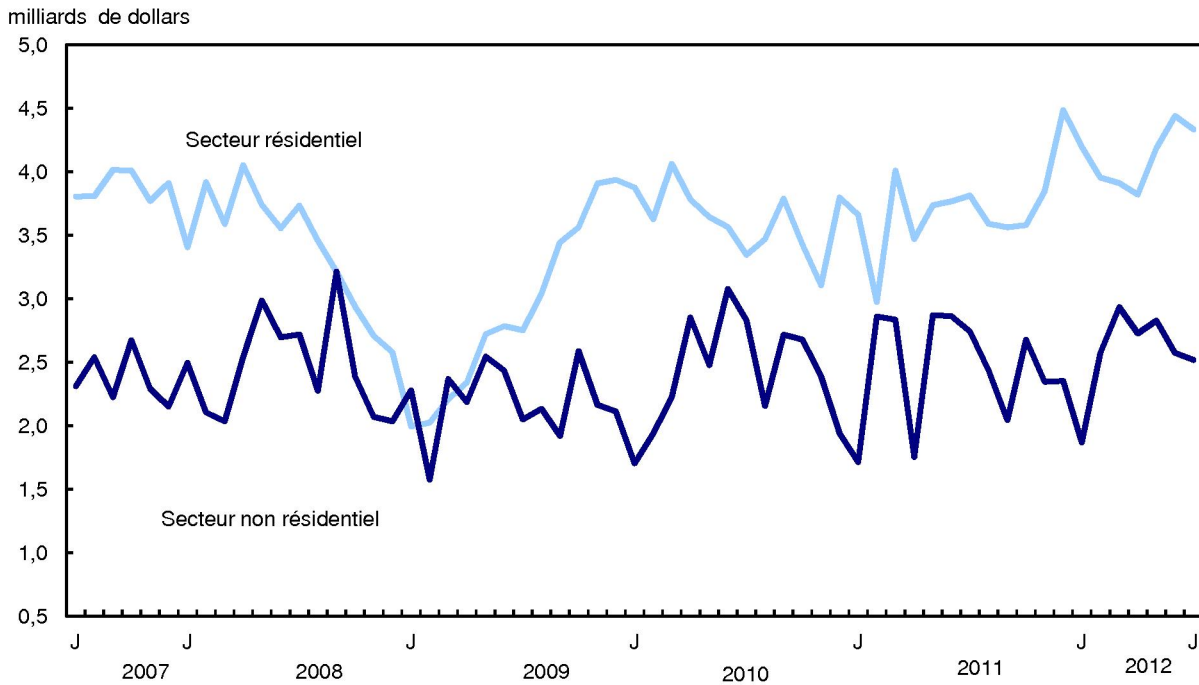
La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a diminué de 4,3 % pour s'établir à 1,9 milliard de dollars, et ce, à la suite de deux hausses mensuelles consécutives. Les intentions de construction ont diminué dans sept provinces, l'Ontario ayant enregistré la plus forte baisse, suivi de la Saskatchewan et de l'Alberta. La valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a augmenté en Colombie-Britannique, en Nouvelle-Écosse et à l'Île-du-Prince-Édouard.



Les municipalités ont délivré pour 2,5 milliards de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en juillet, en baisse de 0,9 % après deux augmentations mensuelles consécutives. La plupart des baisses ont été observées en Colombie-Britannique, en Ontario et en Saskatchewan. La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a augmenté dans cinq provinces, dont l'Alberta, le Manitoba et le Québec.

À l'échelle nationale, les municipalités ont autorisé la construction de 19 139 nouveaux logements, en baisse de 4,9 % par rapport à juin. Cette diminution provient à la fois des logements multifamiliaux, qui ont reculé de 6,8 % pour s'établir à 11 846 unités, et des logements unifamiliaux, qui ont fléchi de 1,6 % pour se fixer à 7 293 unités.

Graphique 2
Secteurs résidentiel et non résidentiel



Secteur non résidentiel : baisses dans les composantes institutionnelle et industrielle

En juillet, la valeur des permis de construction non résidentielle a diminué pour un deuxième mois consécutif. Les baisses observées dans les composantes institutionnelle et industrielle ont plus qu'effacé les hausses enregistrées dans la composante commerciale.

Dans la composante institutionnelle, la valeur des permis a reculé de 25,2 % pour se fixer à 404 millions de dollars. Il s'agit d'une deuxième baisse mensuelle consécutive et du niveau le plus faible enregistré depuis février 2012. Cette diminution a été principalement attribuable à une baisse des intentions de construction d'établissements d'enseignement en Ontario et en Colombie-Britannique, et d'immeubles gouvernementaux en Saskatchewan et en Alberta.

La valeur des permis de construction de bâtiments industriels a diminué de 3,7 % pour se fixer à 462 millions de dollars, et ce, à la suite d'une hausse de 0,5 % en juin. Cette baisse a été principalement le résultat d'une diminution des intentions de construction d'usines de fabrication en Ontario, dont la valeur avait augmenté le mois précédent.

En revanche, l'Alberta et le Québec ont enregistré les plus fortes augmentations. La hausse observée en Alberta provient des usines de fabrication, des bâtiments rattachés aux services publics et des immeubles liés aux transports. La progression affichée au Québec découle des bâtiments rattachés aux services publics et de ceux liés aux transports.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a crû de 6,4 % pour atteindre 1,7 milliard de dollars, soit la cinquième hausse mensuelle depuis le début de l'année. Cette progression est en grande partie attribuable à la hausse des intentions de construction de divers immeubles à vocation commerciale, comme les points de vente au détail, les théâtres et les centres d'arts de la scène en Colombie-Britannique, et les installations de loisirs à Terre-Neuve-et-Labrador, en Saskatchewan et au Nouveau-Brunswick.

Provinces : baisse considérable des intentions de construction en Ontario

En juillet, la valeur totale des permis a reculé dans six provinces, l'Ontario en tête, suivi de la Saskatchewan et de l'Alberta.

Après deux hausses mensuelles consécutives, l'Ontario a enregistré la plus forte diminution, principalement en raison de la baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux et de bâtiments institutionnels et industriels.

La baisse inscrite en Saskatchewan, laquelle était la deuxième d'affilée, provient des immeubles résidentiels, institutionnels et industriels. Malgré tout, la valeur totale des permis en Saskatchewan était 10,3 % plus élevée que la moyenne mensuelle de 2011. En Alberta, la diminution provient des immeubles à vocation commerciale et institutionnelle, de même que des logements multifamiliaux.

La Colombie-Britannique a enregistré la plus forte hausse, ce qui résulte d'un accroissement de la valeur des permis de construction d'immeubles à vocation commerciale et de logements multifamiliaux. La hausse observée à Terre-Neuve-et-Labrador est en grande partie attribuable à l'augmentation des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et de logements unifamiliaux.

Au Québec, la valeur des permis de construction d'immeubles institutionnels et industriels explique la hausse, tandis qu'au Nouveau-Brunswick, des augmentations ont été enregistrées au chapitre des immeubles à vocation commerciale et institutionnelle, et des logements unifamiliaux.

Baisse de la valeur des permis dans la plupart des régions métropolitaines de recensement

La valeur totale des permis a diminué dans 24 des 34 régions métropolitaines de recensement.

Toronto et Regina ont affiché les baisses les plus marquées. À Toronto, la baisse a été principalement attribuable à l'affaiblissement des intentions de construction d'immeubles résidentiels et institutionnels. À Regina, les logements multifamiliaux et les immeubles institutionnels en sont à l'origine.

La plus forte progression a été observée à Vancouver et à Montréal. À Vancouver, la valeur des permis de construction d'immeubles à vocation commerciale et de logements multifamiliaux explique la hausse. À Montréal, les logements multifamiliaux et les immeubles industriels sont à l'origine de la majeure partie de cette augmentation.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [La désaisonnalisation et le repérage des tendances économiques](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Ses résultats servent d'indicateur avancé de l'activité dans le domaine de la construction.

Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada –
Données désaisonnalisées

	Juillet 2011	Mai 2012	Juin 2012 ^r	Juillet 2012 ^p	Juin à juillet 2012	Juillet 2011 à juillet 2012
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 552,9	7 010,3	7 008,7	6 846,4	-2,3	4,5
Résidentiel	3 812,5	4 184,8	4 437,4	4 329,7	-2,4	13,6
Unifamilial ¹	2 284,0	2 348,8	2 491,6	2 468,4	-0,9	8,1
Multifamilial	1 528,5	1 836,0	1 945,8	1 861,3	-4,3	21,8
Non résidentiel	2 740,4	2 825,5	2 571,3	2 516,7	-2,1	-8,2
Industriel	358,3	477,4	479,9	462,1	-3,7	29,0
Commercial	1 653,2	1 387,7	1 551,1	1 650,6	6,4	-0,2
Institutionnel	728,9	960,4	540,3	404,0	-25,2	-44,6
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	17 669	18 827	20 121	19 139	-4,9	8,3
Unifamilial ¹	7 127	6 963	7 411	7 293	-1,6	2,3
Multifamilial	10 542	11 864	12 710	11 846	-6,8	12,4

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les chalets et les maisons mobiles.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Juillet 2011	Mai 2012	Juin 2012 ^r	Juillet 2012 ^p	Juin à juillet 2012	Juillet 2011 à juillet 2012
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 552,9	7 010,3	7 008,7	6 846,4	-2,3	4,5
Résidentiel	3 812,5	4 184,8	4 437,4	4 329,7	-2,4	13,6
Non résidentiel	2 740,4	2 825,5	2 571,3	2 516,7	-2,1	-8,2
Terre-Neuve-et-Labrador	96,2	87,1	69,4	110,2	58,6	14,5
Résidentiel	63,1	62,6	56,8	59,9	5,5	-5,1
Non résidentiel	33,1	24,5	12,6	50,2	297,8	51,7
Île-du-Prince-Édouard	25,9	30,9	31,0	20,6	-33,6	-20,4
Résidentiel	11,4	13,5	12,5	14,0	12,6	23,4
Non résidentiel	14,5	17,4	18,6	6,6	-64,6	-54,7
Nouvelle-Écosse	174,5	134,6	167,7	161,6	-3,7	-7,4
Résidentiel	85,7	97,4	92,5	96,8	4,6	13,0
Non résidentiel	88,8	37,2	75,2	64,8	-13,9	-27,0
Nouveau-Brunswick	75,9	75,3	72,8	89,0	22,1	17,1
Résidentiel	42,2	49,6	47,3	49,1	3,8	16,3
Non résidentiel	33,7	25,7	25,5	39,8	56,0	18,2
Québec	1 324,3	1 316,8	1 330,7	1 361,5	2,3	2,8
Résidentiel	883,1	833,8	868,7	863,4	-0,6	-2,2
Non résidentiel	441,2	482,9	461,9	498,1	7,8	12,9
Ontario	2 477,7	2 294,5	2 744,6	2 478,2	-9,7	0,0
Résidentiel	1 370,1	1 455,1	1 736,4	1 595,4	-8,1	16,4
Non résidentiel	1 107,6	839,4	1 008,2	882,9	-12,4	-20,3
Manitoba	132,9	196,3	200,8	183,5	-8,6	38,1
Résidentiel	85,4	94,4	122,4	126,6	3,5	48,2
Non résidentiel	47,5	101,9	78,4	56,9	-27,4	19,9
Saskatchewan	298,2	385,7	314,6	240,2	-23,6	-19,4
Résidentiel	139,7	163,9	186,1	139,8	-24,9	0,1
Non résidentiel	158,5	221,8	128,4	100,4	-21,8	-36,6
Alberta	1 091,7	1 376,1	1 136,7	1 097,5	-3,4	0,5
Résidentiel	627,4	738,2	650,7	636,6	-2,2	1,5
Non résidentiel	464,3	637,9	486,0	460,9	-5,2	-0,7
Colombie-Britannique	807,4	1 092,5	928,2	1 058,3	14,0	31,1
Résidentiel	493,4	664,2	654,8	724,9	10,7	46,9
Non résidentiel	313,9	428,3	273,4	333,4	21,9	6,2
Yukon	36,1	9,0	7,8	18,1	132,5	-49,8
Résidentiel	7,7	5,9	6,8	17,0	149,8	121,5
Non résidentiel	28,4	3,2	1,0	1,1	13,8	-96,0
Territoires du Nord-Ouest	3,3	2,1	1,2	5,0	304,9	52,5
Résidentiel	0,8	1,7	1,0	3,9	304,2	376,5
Non résidentiel	2,5	0,4	0,3	1,1	307,4	-55,5
Nunavut	8,9	9,5	3,1	22,7	637,4	155,6
Résidentiel	2,5	4,6	1,4	2,2	59,1	-11,2
Non résidentiel	6,4	4,9	1,7	20,5	...	219,7

^r révisé^p provisoire

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données
désaisonnalisées¹

	Juillet 2011	Mai 2012	Juin 2012 ^r	Juillet 2012 ^p	Juin à juillet 2012	Juillet 2011 à juillet 2012
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	4 811,7	5 367,7	5 335,1	5 255,9	-1,5	9,2
St. John's	64,9	56,7	45,3	82,3	81,7	26,8
Halifax	80,0	79,4	106,5	87,4	-17,9	9,3
Moncton	21,4	26,1	29,7	23,5	-21,0	9,8
Saint John	13,9	12,4	6,2	18,3	194,1	31,6
Saguenay	26,9	34,9	36,0	23,2	-35,5	-13,7
Québec	118,7	173,7	155,7	122,7	-21,2	3,4
Sherbrooke	32,3	34,1	33,5	48,6	44,9	50,4
Trois-Rivières	27,0	32,8	28,0	19,3	-31,3	-28,5
Montréal	714,0	645,9	647,5	732,4	13,1	2,6
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	225,9	261,3	217,2	248,7	14,5	10,1
Partie Gatineau	46,6	45,3	49,7	49,0	-1,3	5,3
Partie Ottawa	179,3	216,1	167,5	199,7	19,2	11,3
Kingston	44,1	25,8	23,9	20,4	-14,4	-53,7
Peterborough	16,8	17,9	17,6	9,0	-48,7	-46,3
Oshawa	53,8	78,0	77,0	44,6	-42,1	-17,2
Toronto	1 237,6	1 067,8	1 510,2	1 359,3	-10,0	9,8
Hamilton	113,7	110,6	123,6	85,7	-30,6	-24,6
St. Catharines–Niagara	48,1	65,8	33,8	53,2	57,2	10,4
Kitchener–Cambridge–Waterloo	142,1	81,5	82,2	68,2	-17,0	-52,0
Brantford	6,3	18,6	10,4	54,7	426,1	762,2
Guelph	16,1	37,6	25,5	11,8	-53,8	-27,1
London	86,7	117,4	112,3	105,5	-6,1	21,8
Windsor	31,1	33,8	77,0	60,3	-21,7	93,9
Barrie	42,7	22,8	19,6	24,7	26,1	-42,2
Grand Sudbury	28,4	28,0	22,0	20,0	-9,3	-29,6
Thunder Bay	13,0	22,1	18,7	10,6	-43,1	-18,1
Winnipeg	79,0	122,1	141,9	123,6	-12,9	56,5
Regina	73,9	71,8	116,8	70,2	-39,9	-5,0
Saskatoon	99,7	191,7	114,6	90,3	-21,1	-9,4
Calgary	372,4	519,9	396,2	393,8	-0,6	5,8
Edmonton	365,3	479,2	377,0	373,6	-0,9	2,3
Kelowna	23,3	21,9	27,4	25,7	-6,2	10,7
Abbotsford–Mission	14,3	12,0	18,6	14,9	-19,8	4,0
Vancouver	518,2	785,3	641,9	779,5	21,4	50,4
Victoria	60,2	78,5	41,4	49,9	20,6	-17,1

^r révisé

^p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des régions métropolitaines de recensement.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes gratuitement dans CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008 et 026-0010.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2802.

Le numéro de juillet 2012 de la publication *Permis de bâtir* (64-001-X, gratuite) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir d'août seront diffusées le 5 octobre.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec le Centre de contact national de Statistique Canada au 613-951-8116 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mariane Nozière Bien-Aimé au 613-951-7520, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.